



Trente ans d'histoire du féminisme en Belgique autour de l'Université des femmes (1/2)

FEMINISME ET EDUCATION PERMANENTE : CONQUETE D'UNE AUTONOMIE

Par René Begon, chargé de projet en éducation permanente au CVFE

Née en 1982, l'Université des Femmes fête cette année son trentième anniversaire. C'est l'occasion de resituer son histoire dans le continuum du féminisme belge et de revenir sur une période importante de l'évolution des idées et des pratiques intellectuelles féministes, notamment dans leur rapport avec l'éducation permanente et le savoir féministe.

La notion d'« université des femmes » développée en Belgique francophone est à la fois issue du mouvement de contestation des savoirs universitaires propre à Mai 68 et d'une situation particulière à notre pays se manifestant par l'absence de collaboration entre l'université et le mouvement féministe, contrairement à ce qui s'est passé en Amérique du Nord et aussi en France.

En développant cette idée, les fondatrices de l'Université des Femmes entendaient souligner l'absence d'un lieu de réflexion intellectuelle centré sur la critique du patriarcat et une approche féministe de la connaissance. Mais, en parallèle, l'histoire de l'UF met en évidence l'importance de l'éducation permanente comme champ de développement alternatif de la réflexion intellectuelle.

La constitution de l'Université des Femmes en asbl en 1982 est le résultat d'une scission qui s'est produite en 1981 au sein du GRIF (Groupe de recherche et d'information féministe)¹. Le trentième anniversaire de cette asbl est une occasion de resituer cette période dans le continuum de l'histoire du féminisme en Belgique depuis la fin du XIX^e siècle et de s'intéresser aux différentes démarches de constitution d'un savoir féministe.

Les prémisses : un premier féminisme éclaté

Le féminisme belge de la deuxième moitié du XIX^e siècle et du début XX^e est le fait de femmes de la bourgeoisie qui commencent par revendiquer le droit à l'éducation pour les filles (Zoé et Isabelle Gatti de Gamond ouvrent les premières écoles secondaires pour les jeunes filles), puis, plus largement, jusqu'à la guerre 14-18 l'égalité des droits entre femmes et hommes. Contrairement au féminisme anglo-saxon et européen de l'époque, le belge ne se concentre pas directement sur la revendication du droit de vote pour les femmes, mais sur l'égalité économique et civile. Ce n'est que dans l'Entre-deux-guerres que la revendication du suffrage se développera vraiment².

Une autre caractéristique de ce premier féminisme est qu'il est fortement éclaté : *« En dépit de ses efforts, le féminisme se divise selon les trois partis traditionnels et présente dès le début du vingtième siècle un courant laïque et libéral représenté par la Ligue du droit des femmes, le Conseil national et les associations dans leur sillage, un courant catholique incarné par le Féminisme chrétien de Belgique et un féminisme socialiste au sein du POB. Le féminisme laïque et libéral peut être taxé d'universaliste et d'égalitaire, il développe un programme réformiste, respectueux des institutions et réclame l'alignement de la condition des femmes sur celle des hommes.*

« Le féminisme chrétien mise au contraire sur le différentialisme et la complémentarité des sexes et insiste sur le fait que seules les femmes sont capables de défendre les droits des femmes. Enfin le féminisme socialiste subordonne la lutte féministe à la lutte des classes, postulant que la fin du régime capitaliste entraînera la fin de toutes les discriminations. Le féminisme belge n'est pas seulement départagé en groupes différents, mais présente des conceptions parfaitement irréductibles de l'émancipation féminine. Enfin, ce féminisme d'avant 1914 est un courant très minoritaire, dans une société dominée par les conflits sociaux »³.

Par la suite, la crise économique des années trente va inciter le pouvoir politique à renvoyer les femmes dans leur foyer. Cette attitude réactionnaire fera

¹ Université des Femmes, rue du Méridien, 10 à B-1210 Bruxelles (02/229.38.25). Site : www.universitedesfemmes.be

² Jacques (Catherine), *Le féminisme en Belgique de la fin du 19^e siècle aux années 1970*, Cahiers du CRIPS, n° 2012-2013, 2009, pages 6-14.

³ *Idem*, page 12.

émerger, chez les féministes les plus égalitaires, la revendication du droit au travail, mais plus largement l'idée que la femme n'est pas seulement une épouse ou une mère, mais un être à part entière qui a droit à l'épanouissement personnel. C'est la teneur du discours engagé de la théoricienne féministe Louise de Craene-Van Duuren⁴.

La guerre 40-45 et les années de reconstruction constitueront une période creuse pour l'essor du féminisme, même si l'embellie économique favorise fortement l'entrée des femmes sur le marché du travail⁵. Il faudra attendre les années 70 pour assister à un « renouveau du féminisme en Belgique »⁶, même si entretemps, fin des années cinquante et années soixante, deux luttes importantes pour la cause des femmes ont été livrées.

D'un côté, le combat pour la contraception et la dépénalisation de l'avortement (création de plannings familiaux dans tout le pays, emprisonnement du docteur Willy Peers en 1973 et organisations de grandes manifestations pour la dépénalisation de l'avortement) ; de l'autre, la grève des femmes de la FN qui dura de février à mai 1966 et qui fit beaucoup pour populariser le combat pour l'égalité salariale⁷.

De mai 68 au à la femme du soldat inconnu

La nouvelle vague féministe née en Amérique du Nord au cours des années soixante autour du « Women's Lib » ou « Mouvement de libération des femmes » (MLF) atteint la Belgique au début des années 70. Mai 68 est passé par là, non pas que le mouvement ait fait la part particulièrement belle aux femmes (c'était plutôt l'inverse), mais parce qu'il a inauguré un nouveau paradigme culturel, fondé sur la critique des institutions et du savoir bourgeois. L'église, l'état, l'armée, le mariage, la famille, l'éducation, l'université ont été vigoureusement malmenés par la jeunesse et la critique tient désormais le haut du pavé.

Le mouvement féminin mettra un certain temps à s'affranchir des injonctions des leaders gauchistes masculins. A Paris, le premier grand rassemblement féministe a lieu à l'université de Vincennes en mai 1970 et, en août de la même année, un petit groupe de féministes « *dépose une gerbe à l'Arc de Triomphe en hommage à la femme du soldat inconnu* »⁸.

Un peu partout, des femmes motivées par les idées féministes se réunissent au sein de « groupes de discussion ou de conscientisation féministe ». C'est ce qui

⁴ Jacques (Catherine), *op. cit.*, pages 21-23.

⁵ N'oublions cependant pas le moment décisif que constituera la publication du *Deuxième sexe*, de Simone de Beauvoir en 1948 qui, bien que très critiqué en France, aura une influence déterminante sur le féminisme d'Amérique du Nord.

⁶ Peemans-Poulet (Hedwige), « Vingt ans de féminisme. Le renouveau du féminisme en Belgique », in *Cahiers des Sciences Familiales et Sexologiques*, UCL, n° 16, octobre 1992, pages 163-175.

⁷ *Idem*, page 164.

⁸ Riot-Sarcey (Michèle), *Histoire du féminisme*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2002, page 104. Leur slogan était : « Il y a encore plus inconnu que le soldat ; sa femme ».

se passe à Bruxelles autour de la philosophe Françoise Collin qui réunit chez elle un groupe de femmes soucieuses de s'informer et de réfléchir sur le féminisme. Du travail de ces groupes émerge la publication, en 1972, du *Petit livre rouge des femmes*, bientôt suivie par l'organisation, le 11 novembre de la même année, de la première Journée des femmes qui mobilise une dizaine de milliers de femmes belges⁹.

« A partir des années '73, '74 se créent tous 'lieux' d'accueil ou de rassemblement des femmes, Maisons des Femmes, Cafés des Femmes. Plus tard encore, les librairies des femmes, la Rabouilleuse, Dulle Griet et le centre flamand de documentation Rosa... »¹⁰.

Féminisme associatif et défense des femmes

Dans la foulée de cette effervescence naît, en 1973, le Groupe de recherche et d'information féministe (GRIF) qui publie la revue *Les Cahiers du GRIF* de 1973 à 1978. Du premier numéro « Le féminisme, pour quoi faire ? » au dernier « Où en sont les féministes », le succès est au rendez-vous, avec des tirages qui avoisinent les 7000 exemplaires. Cependant, la publication s'interrompt pour reprendre plus tard sous une autre forme.

Un peu plus tard apparaîtront les premières structures d'aide, souvent militantes, destinées aux femmes : collectifs « femmes battues », collectifs « contraception », SOS Viol, etc. Ainsi, c'est en 1978 que naît à Liège le Collectif Femmes Battues, qui s'appelle aujourd'hui Collectif contre les violences familiales et l'exclusion (CVFE)¹¹. D'autres collectifs naissent parallèlement à Bruxelles et à La Louvière.

Entretemps, une nouvelle sensibilité est apparue au sein du GRIF. Elle se manifeste par une modification du nom entre 1979 et 1982 : le groupe devient GRIF-Université des Femmes, une façon de manifester une autre ambition, celle d'être un lieu de production de savoir avec un regard féministe. Le groupe commence alors à organiser des colloques, des conférences et propose un séminaire consacré à la psychanalyse qui fera date.

Reconnu comme organisme d'éducation permanente en 1980, le groupe peut étendre son observation à ce nouveau domaine, qui, tout en mettant en avant la critique de la société comme outil de la citoyenneté, ne fait aucune place particulière à la critique du patriarcat ni à l'émancipation des femmes.

L'apparition de cette sensibilité nouvelle va déboucher sur des divergences et une séparation au sein du groupe en 1981 : d'un côté, l'Atelier du GRIF

⁹ Peemans-Poullet (Hedwige), *loc. cit.*, page 165.

¹⁰ Ibidem.

¹¹ Delepine (Anne), « 1978-2003 : 25 ans de projets pour les femmes », Liège, CVFE, 2004 (<http://www.cvfe.be/sites/default/files/doc/assoc-historique.pdf>).

continuera son travail autour de Françoise Collin, tandis que l'Université des Femmes, réunie autour d'Hedwige Peemans-Poullet, prendra son autonomie.

Constituée comme asbl en 1982, l'UF créera la même année sa revue *Chroniques*, qui deviendra par la suite *Chroniques féministes* et mettra en place une bibliothèque d'ouvrages de référence féministes qui prendra le nom de Bibliothèque Léonie Lafontaine.

Et l'éducation permanente ?

Contrairement à ce qui s'est passé en Amérique du Nord et en France, où l'université a rapidement accueilli des départements d'études féministes, ce rapprochement n'a jamais eu lieu en Belgique, au grand dam de l'UF qui a fait d'importants efforts en ce sens¹². Dès lors, il restait aux associations féministes à s'orienter vers le mouvement de l'éducation permanente et ses modalités de financement plus légères, mais moins importantes sur le plan financier.

Une autre question qu'on est en droit de se poser est donc : en quoi la reconnaissance comme association d'éducation permanente favorise-t-elle le travail de réflexion féministe de l'Université des femmes (et ailleurs) ? Avec unanimité, les fondatrices et leurs collègues plus jeunes soulignent leur liberté d'action, leur autonomie intellectuelle. « *Nous ne devons pas rendre des comptes à l'administration sur nos principes d'action et de réflexion, observe Marie-Thérèse Coenen, ancienne présidente de l'UF. Cette liberté nous permet parfois de venir au secours d'une chercheuse que l'université cesse de soutenir, comme ce fut le cas pour Leïla El Bachiri, qui n'avait pu terminer sa thèse sur le féminisme et l'Islam et que nous avons pu aider à trouver un financement pour la mener à bien* »¹³.

Sur le plan historique, on se rend compte que les mouvements d'éducation populaire, notamment ceux des mouvances politiques (Parti ouvrier Belge, parti catholique) et des syndicats, sont restés longtemps imperméables aux idées féministes. S'ils laissent effectivement une place aux femmes dans leurs rangs, c'est à leurs conditions et suivant leurs doctrines qui sont plutôt paternalistes¹⁴.

¹² Voir l'article suivant : « Pour un savoir féministe : le divorce belge ».

¹³ El Bachiri (Leïla), *Les féministes de l'islam. De l'engagement religieux au féminisme islamique. Etude des discours d'actrices religieuses «glocales»* à Bruxelles, Bruxelles, Université des Femmes, Collection «Pensées féministes», étude 2/2011.

¹⁴ Coenen (Marie-Thérèse), « Education permanente et féminisme : approche historique », in *Chroniques féministes*, n° 73-74, juin-octobre 2000, pages 19-30.

Les femmes dans l'éducation populaire

Il reviendra à des personnalités hors du commun, d'abord comme Victoire Cappe, à Liège, au sein de la démocratie chrétienne ou, plus tard, d'Isabelle Blume, au sein du POB, de mettre particulièrement en évidence les enjeux politiques et citoyens de la formation politique des militantes. Mais elles devront dépenser beaucoup d'énergie pour aller à contre-courant des positions frileuses ou paternalistes de leurs mouvances respectives.

Néanmoins, Victoire Cappe créera, dès avant la guerre 14-18, des « cercles d'études féminins » à Liège, Andenne et Bruxelles, alors qu'Isabelle Blume s'occupera du secrétariat féminin de la Centrale d'éducation ouvrière socialiste à partir de 1924, bien que celle-ci tende « à enfermer la femme dans un rôle plus en rapport avec sa nature, l'aide et l'assistance ». Ce qui ne l'empêchera de publier en 1932 avec un groupe de militantes « le *Catéchisme de la femme* qui est un véritable pamphlet féministe »¹⁵.

Il faudrait aussi parler des « Femmes prévoyantes socialistes », créées en 1922 au sein du mouvement mutualiste (elles fêtent leur 90 ans cette année) et qui, tout en ayant joué un rôle phare en matière de promotion sociale des femmes et d'éducation sexuelle, ne se réclament du féminisme que depuis 2007. Pour sa part, Vie féminine a, elle aussi, nettement opté pour des positions féministes combatives, tout en prenant ses distances par rapport à la famille démocrate chrétienne.

Finalement, il n'est pas anodin qu'il existe aujourd'hui de nombreuses associations féministes qui se développent au sein de l'éducation permanente (d'importantes comme les FPS, Vie féminine, mais aussi de plus petites, aux missions très spécifiques, comme l'Université des Femmes ou le CVFE), même si l'éducation permanente, telle qu'elle existe dans la Fédération Wallonie-Bruxelles, ne se définit pas comme un cadre spécifiquement promotionnel pour les idées féministes, qui y côtoient toute une série d'approches de la vie en société, comme l'environnement, l'économie sociale ou les mouvements interculturels.

Depuis l'origine, les mouvements féministes belges ont éprouvé certaines difficultés à se fédérer, au départ suite à l'opposition entre les féministes proches du POB et celles qui étaient considérées comme « bourgeoises »¹⁶. Aujourd'hui, le Conseil des femmes francophones de Belgique (CFFB) joue un rôle fédérateur. Cependant, ne serait-il pas intéressant que les associations féministes qui en font partie se donnent une plateforme pour faire entendre la voix des femmes au sein de la mouvance composite de l'éducation permanente en Fédération Wallonie-Bruxelles ?

¹⁵ *Idem*, pages 23-27

¹⁶ Jacques (Catherine), *op. cit.*, pages 7-9.

L'avenir : un héritage sans testament ?

Ce trentième anniversaire de l'Université des Femmes ne constitue-t-il pas aussi une occasion de s'interroger sur l'avenir du féminisme en Belgique francophone ? Les fondatrices de l'UF revendiquent leur appartenance à ce qu'on nomme, peut-être un peu vite, la deuxième vague du féminisme, qu'on situe en Europe au début des années septante, dans le prolongement de mai 68, mais surtout du mouvement de libération des femmes (MLF) venu d'outre-Atlantique. L'UF n'a évidemment pas été le seul groupe féministe à éclore dans ce contexte : on en a parlé au début de cet article. Des plannings familiaux, des refuges pour femmes battues, des cafés aussi sont apparus à cette époque.

Beaucoup de ces lieux ont poursuivi leur route et pour nombre d'entre eux a sans doute commencé à se poser la question de la poursuite de l'activité et, en quelque sorte, celle de la relève. Dans les associations qui se sont professionnalisées et qui ont obtenu des agréments des pouvoirs publics, comme les plannings et les refuges, la mission sociale justifie pleinement que l'activité se perpétue, ce qui n'empêche pas que soit posée la question du maintien des valeurs féministes de départ.

Le cas de l'UF paraît un peu différent, car il s'agit plutôt d'un lieu dont la spécificité est de combiner une approche militante et un objectif de réflexion, de production de savoir. Or, peut-on dire que le féminisme d'aujourd'hui est identique à celui d'il y a trente ans ? Sans doute pour une grande partie de la génération qui fonda l'UF, mais qu'en est-il pour les jeunes générations ?

On sait que, depuis les années nonante, de nouvelles formes d'action féministe ont vu le jour, qu'on a parfois nommé la Troisième vague du féminisme : le féminisme pro-sexe, le mouvement *queer*, les différentes formes d'activisme spectaculaire (les *femen* ou les Pussy Riot dans les anciens pays de l'Est ; tout dernièrement, le mouvement quasi mondial des « Slutwalks » ou « Marches des salopes »). Comment ces mouvements se situent-ils par rapport au féminisme radical des années septante ? Et réciproquement ? Comment les jeunes féministes d'aujourd'hui envisagent-elles leur implication militante et intellectuelle ? Sur le rapport au corps, sur la séduction, sur la société du spectacle, sur la prostitution, un dialogue entre les générations féministes est-il possible ?

C'est tout le problème de ce que la regrettée Françoise Collin nommait le mouvement dialectique de la « transmission » : *« La transmission n'est pas un mouvement à sens unique. A la différence de l'histoire, la transmission est toujours une opération bilatérale, un travail de relation, prélevé sur le vivant. Elle ne peut se comprendre comme le transfert d'un objet d'une main à une autre. Elle exige une double activité : de la part de celle qui transmet et de la part de celle qui accueille la transmission. Elle ne peut fonctionner sous la contrainte (...) C'est aux nouvelles qu'il appartient de déterminer si elles veulent de l'héritage et ce qui, dans cet héritage, les intéresse. C'est aux anciennes qu'il appartient*

d'entendre la demande, d'infléchir leur langage vers un autre langage, en un échange dans lequel, chacune restant ce qu'elle est, faisant honneur à son histoire propre, s'adresse cependant à l'autre et écoute son adresse. Il est déjà évident que de nos acquis tout ne passera pas, que certains éléments auxquels nous avons attaché une valeur considérable se périment ou doivent être retransformés, que d'autres au contraire font trace, s'avèrent féconds (...) Ce qu'une génération retient de la précédente et ce qu'elle en fait est imprévisible et surprenant. On ne peut dicter ses volontés à l'avenir : l'héritage, selon la parole de René Char – cité par Arendt – ne s'accompagne d'aucun testament si par testament il, faut entendre son mode d'emploi »¹⁷.

¹⁷ Collin (Françoise), "Un héritage sans testament", in *Penser et agir la différence des sexes. Avec et autour de Françoise Collin*, Bruxelles, Sophia, 2012, pages 36-37 (www.sophia.be). Françoise Collin est décédée début septembre 2012.

**Féminisme et éducation permanente :
conquête d'une autonomie**

Collectif contre les violences familiales et l'exclusion (CVFE asbl) : 11, rue Maghin - 4000 Liège

Publications (analyses et études) : www.cvfe.be

Contact : Roger Herla - rogerherla@cvfe.be – 0471 60 29 70

Avec le soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie